



HAL
open science

La politique du “gbonhi”. Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d’Ivoire

Richard Banégas

► **To cite this version:**

Richard Banégas. La politique du “gbonhi”. Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d’Ivoire. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2010, 4 (81), pp.25-44. 10.3917/gen.081.0025 . hal-03582317

HAL Id: hal-03582317

<https://sciencespo.hal.science/hal-03582317>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

La politique du « gbonhi ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire

Richard Banégas

« Ce qu'on appelle, en jargon loubard, le "gbonhi", c'est la masse. C'est-à-dire que toi, ils vivent de ta parole. Dès que tu dis "mes petits sortez tout de suite", ils vont sortir. C'est une histoire de masse. »

(« Commandant » Gnagbei, milicien, officier formateur des Groupements des patriotes pour la paix [GPP])¹

En septembre 2002, la Côte-d'Ivoire est entrée dans une guerre que l'on peut qualifier de crise de la citoyenneté (Marshall-Fratani 2006). Ce conflit met aux prises deux conceptions radicalement opposées de l'appartenance nationale, l'une cosmopolite et héritière d'une économie politique extravertie fondée sur l'exploit-ation des rentes agricoles et de la main-d'œuvre immigrée, l'autre « ethnonatio-naliste » (Losch 2000) inspirée par l'idéologie nativiste de l'ivoirité (voir encadré). Dans le Sud du pays, une puissante mobilisation patriotique s'est affirmée pour faire pièce à la rébellion et aux ingérences extérieures – dont celle de la France. Impulsé et soutenu par le gouvernement du Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, le mouvement des Jeunes patriotes s'est imposé comme un véri-table mouvement social, étendant son emprise sur l'espace public avec la création de nombreuses structures de mobilisation dans les quartiers (« agoras », « parle-ments » et autres « congrès »), mais aussi la création de véritables milices patrio-tiques, urbaines et rurales (Banégas 2007, 2010). Fortement médiatisé, ce mouve-ment a diffusé dans d'autres pays du continent où l'on a vu se multiplier des dispositifs analogues de mobilisation patriotique. À l'ère du « New scramble for Africa » où les grandes puissances se livrent à une compétition féroce pour les res-sources africaines, les Jeunes patriotes sont apparus à certains comme les nou-veaux hérauts d'une mobilisation continentale contre le nouvel impérialisme libé-ral, voire un surgeon de l'altermondialisme africain (voir la préface d'Aminata Traore, Charles Blé Goudé 2006, pp. 5-9). En Côte-d'Ivoire même, les Jeunes

patriotes ont profondément changé la donne sociale et politique. Pour peser en politique, désormais, il faut prouver que l'on est capable de tenir le pavé, fût-ce par la violence de l'action milicienne. À l'instar des loubards et « vieux pères » du ghetto (Latour 1999), chacun doit constituer son « gbonhi » (sa bande, son groupe ou sa famille en *nouchi*, l'argot des faubourgs d'Abidjan) pour faire entendre sa voix ou se voir reconnaître dans la société « post-conflit ».

Fondée sur des enquêtes de plusieurs années parmi les Jeunes patriotes et mili-ciens de la « galaxie patriotique », cette contribution propose une interprétation de cette politique du gbonhi en refusant de considérer celle-ci sous le seul prisme ins-trumentaliste des mobilisations sociales et politiques. À partir d'histoires de vie, d'entretiens et d'observations ethnographiques, nous montrerons que les logiques d'enrégimentement et d'enrôlement dans les mouvements patriotiques ne se réduisent pas à un comportement mercenaire de jeunes politiciens entrepreneurs ven-dant leur gbonhi au plus offrant. Diverses et ambivalentes, ces formes d'engage-ment s'inscrivent en fait dans une historicité particulière (celle notamment des luttes syndicales estudiantines de la Fesci²) et dans une sociabilité urbaine héritée de la culture violente des ghettos. Cela contribue à donner sens à la lutte et à façonner une cause, celle d'une jeunesse résistante, émancipée du joug des aînés et aspirant à faire, elle aussi, carrière en politique. Peut-on alors considérer que se constitue, dans le creuset du militantisme patriotique, un nouveau modèle d'ascen-sion sociale? En interrogeant le lien entre la construction de cette cause, l'usage de la violence et les carrières militantes, on verra comment les Jeunes patriotes issus de la Fesci s'appuient sur leur savoir-faire et leurs réseaux militants pour s'insérer professionnellement dans l'administration et revendiquer, par le maniement du verbe et des armes, un rôle politique dans la société d'après-guerre.

Ce faisant, nous espérons ouvrir une conversation entre trois ensembles de tra-vaux qui se croisent rarement: la sociologie des mobilisations et du militantisme; la sociologie des guerres et de l'engagement armé; enfin l'analyse des situations post-confliktuelles ou de sortie de crise. En premier lieu, nous revenons sur la pro-blématique de l'engagement (militant et armé) et de ses rétributions éventuelles (Gaxie 1977). On esquissera quelques pistes qui visent à sortir d'une perspective utilitariste pour penser des mouvements qui articulent étroitement les registres normatifs et pragmatiques, en l'occurrence des Jeunes patriotes qui se mobilisent indissociablement autour de la cause enchantée et très idéologique de la « défense de la République » et celle, beaucoup plus intéressée, de la « politique du gbonhi ». Par-delà les explications mettant l'accent sur « l'avidité » des miliciens (Collier 2001; Berdal et Malone 2000) ou la « politique du ventre » en Afrique, on s'inter-rogera sur l'hypothèse d'une rétribution différée de l'engagement qui s'inscrirait dans une économie morale de la dette sociale et dans un imaginaire politique de l'émancipation générationnelle³. La deuxième intention théorique de cette contri-bution est de réengager le débat sur les carrières militantes et, en particulier, sur les « carrières en radicalité » (Gaiti et Collovald 2006; Gayer 2009). En examinant

Côte-d'Ivoire, une guerre de la citoyenneté

Longtemps considérée comme un havre de paix et de prospérité en Afrique, la Côte-d'Ivoire a basculé à la fin des années 1990 dans un cycle de violences politiques marqué par la radicalisation des débats autour de la nationalité et de la citoyenneté. La guerre qui a éclaté le 19 septembre 2002 traduit l'exacerbation de lignes de fracture anciennes. Dès l'indépendance, Félix Houphouët-Boigny avait mis sur pied un système politique autoritaire fondé sur l'exploitation des rentes de l'extraversion (café, cacao, mais aussi la rente stratégique de son positionnement dans le giron de la «Françafrique»). Ce dispositif reposait sur une triple alliance avec l'ancienne puissance coloniale, les planteurs locaux, et enfin les nombreux travailleurs immigrés qui obtinrent progressivement des droits en contrepartie de leur soutien au parti unique de l'époque, le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI). Ce système clientéliste est entré en crise après la mort du «père de la nation» (décembre 1993). Il a d'abord été mis à mal par la contestation des opposants qui obtinrent la reconnaissance du pluralisme en 1990. À la pointe de cette revendication démocratique figuraient le Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo et un syndicat étudiant nouvellement créé, la Fédération estudiantine et scolaire de Côte-d'Ivoire (Fesci) dont les dirigeants allaient ensuite jouer un rôle majeur. Le régime de Houphouët-Boigny allait aussi se fissurer sous la pression conjuguée d'une grave crise économique et des ambitions des «héritiers». Pour compenser sa faible légitimité et écarter un rival, Alassane Ouattara (du Rassemblement des républicains [RDR]), son successeur, Henri Konan Bédié, ouvrit la boîte de Pandore de l'ivoirité. Ceci allait produire d'immenses tensions dans le pays en discriminant toute une frange de la population (notamment nordiste) dont la citoyenneté était mise en cause et en exacerbant à l'échelle

locale la thématique de l'autochtonie. Pour mettre fin à ces dérives de l'ivoirité, un premier putsch survint en décembre 1999, dirigé par de jeunes sous-officiers qui placèrent à leur tête le général Robert Gueï. Celui-ci enfourcha très vite le cheval de l'ethnonationalisme. L'année 2000 vit la violence se diffuser dans toute la société, y compris sur les campus où les militants de la Fesci proches du FPI et du RDR s'affrontèrent dans une guerre fratricide dite «des machettes». La constitution adoptée en juillet entérina la redéfinition ethnonationaliste de la citoyenneté ivoirienne. Nombre de candidats furent donc exclus des élections présidentielles d'octobre 2000 qui virent la victoire du vieil opposant Laurent Gbagbo (originaire du Sud-Ouest) et de son parti, membre de l'internationale socialiste. Victoire dans les urnes et surtout dans la rue où eurent lieu de très violents affrontements avec les partisans de Gueï et les militants de Ouattara, écarté du scrutin. Malgré la tenue d'un Forum de la réconciliation en 2001, les tensions continuèrent de s'accroître, et les violences se multiplièrent. Jusqu'à ce 19 septembre 2002 où une tentative de putsch se transforma en rébellion armée (les Forces nouvelles) qui allait prendre le contrôle de toute la moitié nord du pays. Une multitude d'interventions extérieures, de médiations et de plans de paix ont depuis tenté de régler ce conflit, en vain. L'accord de Ouagadougou (mars 2007) a néanmoins profondément rebattu les cartes politiques en faisant accéder à la Primature le chef de la rébellion, Guillaume Soro qui, comme Charles Blé Goudé, le chef des Jeunes patriotes, est un ancien dirigeant de la Fesci. De fait, pour beaucoup d'Ivoiriens, la guerre de 2002 est le prolongement des luttes estudiantines entre anciens syndicalistes qui se hissent aujourd'hui à la tête d'une nouvelle génération politique.

différents types de trajectoires militantes et miliciennes, notamment dans la période dite «post-conflit», on se demandera si la mobilisation patriotique et la violence milicienne sont aujourd'hui devenues des ressources importantes pour faire carrière en politique ou dans les arcanes de l'État. Prenant nos distances avec les arguments instrumentalistes, nous tenterons d'affiner cette hypothèse en montrant que la «conversion des ressources» de la mobilisation doit être mise en rapport avec des imaginaires du pouvoir et de la réussite sociale qui ont été profondément affectés par les années de crise (Banégas et Warnier 2001).

Le mouvement des Jeunes patriotes : structures et espaces de mobilisation

L'Alliance des jeunes patriotes pour le sursaut national (AJPSN), dirigée par Charles Blé Goudé, est née au lendemain des attaques du 19 septembre 2002 comme un mouvement de soutien au régime et de résistance face aux assaillants venus du Nord. Ancien secrétaire général de la Fesci (1998-2001), farouche opposant au régime autocratique de Bédié qui le jeta en prison, le «général» Blé Goudé, héros de la jeunesse estudiantine, fut, comme tous les anciens dirigeants de la Fesci, un des acteurs majeurs des luttes prodémocratiques menées conjointement par les partis d'opposition (FPI en tête) et les syndicats universitaires (Proteau 2002) contre le PDCl, l'ancien parti unique de Côte-d'Ivoire. Au sortir de son mandat syndical, il avait mis sur pied le COJEP (Congrès des Jeunes patriotes) qui allait devenir le noyau dur de la future galaxie patriotique et qui demeure l'organisation la plus structurée de celle-ci. Très rapidement ce mouvement essaima dans les régions sous contrôle gouvernemental. Il mobilisa des foules impressionnantes lors de grandes réunions et manifestations de rue. Stigmatisant tous les ennemis de la Côte-d'Ivoire (les rebelles, les pays voisins et leurs soutiens extérieurs, au premier rang desquels la France), les Jeunes patriotes sont très vite devenus des acteurs politiques de premier plan de la crise ivoirienne. Au départ, pourtant, l'Alliance était une coalition hétérogène regroupant une demi-douzaine d'organisations associatives et syndicales qui s'étaient déjà illustrées sous la junte du général Gueï (décembre 1999-octobre 2000) lorsqu'elles avaient milité en faveur d'une restriction des droits politiques aux seuls autochtones auprès de la commission en charge de rédiger la constitution de la Seconde République (Konate 2003). Par la suite, le mouvement des Jeunes patriotes s'est structuré autour de trois grandes fédérations regroupant chacune une multitude d'associations : l'AJPSN donc, dirigée par le général Blé Goudé ; l'Union pour la libération totale de la Côte-d'Ivoire (UPLTCI), présidée par le «maréchal» Eugène Djué ; la Coalition nationale des résistants de Côte-d'Ivoire (Conareci), créée plus tard par Damana Adja, dit «Pickass», autre membre influent de la Fesci ainsi que des groupements de jeunesse du FPI, et conseiller politique du président de ce parti. Parallèlement à ces structures militantes apparaissaient dans le Sud du pays, des milices armées que l'on peut schématiquement classer en trois types : les «groupes d'autodéfense» villageois ; les forces paramilitaires qui ont combattu les rebelles dans l'Ouest ; et les milices urbaines d'Abidjan dont la matrice reste le GPP, un mouvement créé en 2002 par des militants fescistes en lien avec l'armée nationale (Arnault 2008).

Dès le début de la crise, la mobilisation des Jeunes patriotes a constitué une ressource puissante au service du régime de Laurent Gbagbo, notamment dans ses relations avec la diplomatie française ou avec l'Organisation des Nations unies. Sur la scène intérieure, les Jeunes patriotes ne se sont pas seulement opposés aux rebelles en battant le pavé ou en prenant les armes au sein des mouve-

ments paramilitaires. Ils sont aussi devenus un redoutable appareil de contrôle social et politique pour surveiller les opposants et les quartiers. Le mouvement des Jeunes patriotes a ainsi connu un développement impressionnant en zone gouvernementale ; il a fait tache d'huile dans les grandes villes du Sud, mais aussi dans les campagnes où les dirigeants de la galaxie patriotique, encouragés politiquement et soutenus financièrement par le pouvoir, ont aidé à la structuration d'organisations jumelles dans les villages et les villes secondaires.

Le mouvement s'est aussi institutionnalisé et bureaucratisé. « Parlements », « agoras » et « sénats » se sont créés dans la plupart des quartiers de la capitale économique ivoirienne, sur le modèle de la « Sorbonne » du Plateau (Bahi 2003) qui, depuis les années 1990, constituait l'équivalent à Abidjan du *speaker corner* de Hyde Park. La Sorbonne, qui était au départ un espace de libre débat toléré par le régime autoritaire du PDCI, s'est radicalisée dans le contexte des luttes de l'ivoirité⁴. C'est là que, micro en main, les orateurs de la galaxie patriotique galvanisent leurs troupes et les passants ordinaires (souvent des fonctionnaires des administrations alentour faisant leur pause de midi), qu'ils mobilisent les « parlementaires debout » et autres « députés » installés sur des bancs à 50 F CFA ou des chaises en plastique à 100 F CFA. Au cœur du quartier administratif d'Abidjan, dans un espace informel que les Jeunes patriotes ont de facto privatisé aux dépens de la mairie, se diffusent les mots d'ordre du pouvoir, s'élabore la grande geste nationale et s'affinent les arguments des orateurs. C'est à cette source que les militants des agoras de quartier viennent quotidiennement s'abreuver pour préparer leurs propres discours qui sont, le soir venu, déclamés sur les tréteaux des autres communes d'Abidjan, au « Tout puissant congrès d'Abobo », aux parlements Sidedci de Yopougon ou Inch' Allah de Koumassi. Il existe désormais plus d'une centaine de structures de ce type dans la capitale économique, de taille et d'activité très variables : certaines rassemblent des centaines voire des milliers de personnes, d'autres ne sont que la réunion de quelques amis au coin d'un kiosque à journaux. Ces parlements obéissent toutefois à une hiérarchie et une organisation bureaucratifiée, avec un président et des secrétaires à la mobilisation, aux finances, à la sécurité, etc. Une Fédération nationale des parlements et des agoras de Côte-d'Ivoire et plusieurs associations d'orateurs ont même été créées pour rassembler toutes ces initiatives qui ne sont pas toujours, loin s'en faut, des créations par le haut initiées par le pouvoir. Nos enquêtes et celles de collègues ivoiriens (Atchoua 2008; Koné 2010) montrent que la majorité des espaces ainsi créés le sont souvent à l'initiative de jeunes militants qui se mobilisent localement et cherchent ensuite l'appui d'un parrain politique et financier.

Cette inscription de la mobilisation patriotique dans l'espace urbain et sa structuration politico-spatiale sont des éléments cruciaux de compréhension du mouvement. Le quadrillage militant et milicien⁵ de la ville est devenu un instrument majeur au service du pouvoir. Avec le recul, on peut même considérer que ce sont les Jeunes patriotes qui ont sauvé le régime de la déroute militaire et lui

ont permis de résister aux pressions politiques de la communauté internationale. Au fil du temps, néanmoins, le mouvement s'est fragmenté et divisé. Assez rapidement, en effet, la galaxie patriotique s'est engagée dans une dynamique scissi-pare qui a vu naître une multitude de groupes, dirigés par des petits chefs enri-chis se disputant le monopole de la revendication patriotique et de la manne présidentielle qui allait avec. Point n'est besoin d'entrer ici dans le détail de ces luttes factionnelles (Koné 2007). Retenons que cet effritement s'est accompagné de rivalités grandissantes entre les chefs des diverses organisations et d'un essoufflement global du mouvement depuis la signature des accords de paix de Ouagadougou en 2007. En fait, l'activisme patriotique est fluctuant, très sensible à la conjoncture politique et aux financements afférents : ainsi, depuis fin 2009, les tensions politiques autour de la préparation des listes électorales ont produit un net regain de mobilisation des militants.

Patriotes ou « ventriotes » ? La politique du gbonhi

Ces fluctuations de la mobilisation patriotique et son articulation étroite avec les premiers cercles du pouvoir ont conduit la plupart des observateurs à défendre une thèse commode, celle d'une instrumentalisation politique du mouvement et d'un engagement purement alimentaire de ceux que l'on appelle à Abidjan les « ventriotes ». Cet argument est évidemment validé par tout un faisceau d'indices. La plupart des chefs de la galaxie patriotique émargent à la présidence de la République ou au FPI, sont payés par tel homme politique influent ou tel DG⁶ en mal de soutien. L'enrichissement spectaculaire de certains responsables de la galaxie patriotique, dont le général Blé Goudé qui a désormais un statut et un train de vie supérieurs à bien des ministres, indique clairement que le registre ultranationaliste est devenu une voie majeure d'ascension sociale et d'accumulation économique, y compris aux échelons subalternes. On ne compte plus les jeunes militants qui ont réussi à monnayer leur engagement notamment pour être « reçus » à un concours de la fonction publique et s'insérer professionnellement dans l'administration comme on le verra plus bas. De fait, à tous les niveaux du mouvement, on peut considérer avec raison que la mobilisation patriotique masque des stratégies militantes d'accumulation et de captation des rentes dans une logique classique de « politique du ventre » (Bayart 1989). Dans les régions rurales du Sud-Ouest, par exemple, où les conflits fonciers se sont aggravés avec la querelle de la citoyenneté et les violences de guerre, l'argument de l'autochtonie – s'appuyant de surcroît sur un code foncier rural d'orientation « ivoiritaire » – sert de couverture à de fréquentes opérations d'expropriation foncière contre les « allogènes », menées par les Jeunes patriotes en leur nom propre ou au profit d'un notable local. Il peut aussi être mobilisé pour revendiquer avec succès l'accès à un emploi ou à des ressources.

À Abidjan, on peut même parler de marchandisation de la mobilisation patriotique. La grande geste nationaliste a donné naissance à une véritable industrie culturelle, plus ou moins contrôlée par les réseaux de la galaxie. L'édition de romans et d'essais sur le sujet a connu un véritable boom malgré la faiblesse du marché local du livre. Certains diffusent à compte d'auteur leurs libelles et parviennent à vivre, très modestement, de cette activité. La production audio-vidéo a aussi profité de cet engouement : les disques vidéonumériques traitant des « Racines de la crise », de « La guerre de la France contre la Côte-d'Ivoire » ou du « Cri du sang innocent » sont projetés en boucle et vendus dans les échoppes qui entourent la Sorbonne. Les groupes patriotiques de zouglou se sont multipliés, chantant des « odes à la patrie » ou vantant les héros de la « résistance » nationale. Le patriotisme est bel et bien devenu un marché, même au sens le plus physique du terme. Chaque espace de mobilisation patriotique a ainsi donné naissance à une large gamme d'activités qui se déroulent en son pourtour et qui sont taxées officiellement par le Bureau du parlement : « cabines » de téléphone, débits de boisson, vendeuses de beignets, cantines de « dos tournés », maquis servant l'attiéké et les riz-sauce, « pharmacies » proposant des génériques chinois et nigériens, stands d'églises pentecôtistes, boutiques de cosmétiques et de vêtements, marchands de fournitures scolaires et de bibelots en tout genre se côtoient sur ces marchés patriotiques qui, loin d'être anarchiques, sont étroitement régulés. Chaque activité est imposée selon un barème progressif qui permet aux orateurs des parlements de rémunérer leur activité militante. Les membres des agoras parviennent ainsi, bon an mal an, à sécuriser un petit revenu en fin de mois, complété par le rituel « bal des piécettes » : la quête qui ponctue chacune de leurs harangues et qui mesure symboliquement le degré de « soutien du public à la République ».

Il y a donc, indéniablement, une économie politique du patriotisme ordinaire qu'il serait trop long d'analyser ici en détail. Arrêtons-nous plutôt sur une autre forme de marchandisation de l'activisme qui devrait nous aider à discuter plus avant la problématique des rétributions de l'engagement : celle qui consiste à vendre sa capacité de mobilisation ou à monnayer son gbonhi⁷. Dans le contexte politique post-conflit où la « résistance aux assaillants » n'est plus vraiment d'actualité, où la préparation des futures échéances électorales occupe une large place, les Jeunes patriotes ont vite compris que leur force pouvait servir d'autres « causes », publiques et privées. Il arrive, par exemple, qu'un responsable administratif, en délicatesse avec sa hiérarchie, ou un dirigeant de société ait besoin d'un coup de pouce pour régler un litige avec le pouvoir ou sauver sa place. Lorsqu'en 2006, par exemple, les dirigeants du port d'Abidjan ont été mis en cause dans une affaire de déchets toxiques, ils ont fait appel aux Jeunes patriotes pour les soutenir dans la rue. En contrepartie, certains militants proches de Blé Goudé ont pu être recrutés pour travailler dans la zone portuaire. Il advient aussi « qu'ils se proposent eux-mêmes d'entreprendre la démarche auprès du cadre mis

en question aux fins de “laver son image”» (Koné 2010 : 87). Les modalités de tels services peuvent être très variées⁸. Le cas le plus fréquent est celui d’un homme politique qui cherche à étendre sa surface sociale et/ou soigner son image. Des membres de parlements vont alors démarcher l’aspirant candidat en proposant de mettre à son service leur savoir-faire d’orateurs. Modernisant la vieille fonction griotique en la mixant aux astuces bien rodées de l’*atalaku*⁹, ces nouveaux « conseillers en communication » vont alors faire les louanges du candi-dat sur la place publique, ou du moins lui faire croire qu’ils le font... F. Djakpa, un des orateurs du Tout puissant congrès d’Abobo, se confiait ainsi à G. Koné :

« Il peut prendre une caméra, aller dans un parlement (éclats de rires). Il prend la caméra et puis il se fait filmer, et la caméra montre bien qu’il est en train d’intervenir dans un parlement. En se faisant filmer, il prend le micro au parlement et il parle d’un sujet qui n’a rien à voir avec l’actualité. Ah ! Tout le monde est étonné. Mais comme il a un objectif à atteindre, par exemple quand c’est du football et que les Ivoiriens sont en train de grogner, il parle du football. Et il fait croire que (rires) celui dont il est en train de parler est ministrable. Et il fait un *atalaku* comme on le dit. Et quand il finit, il va présenter la cassette à l’individu après, et on peut décrocher un million par là parce que l’autorité connaît la force des agoras et parlements et sait bien que si on soutient ça, pour lui ça va sortir [ça va aller pour lui] »

(Koné 2010 : 97).

Les Jeunes patriotes ont une expression pour euphémiser ces stratégies visant à «trafiquer l’autorité» (l’arnaquer): le «travaillement en esprit» ou «TE». «Faire un TE c’est élaborer une somme variée d’astuces visant à intégrer le cercle des ayants droit de la lutte» (*ibid.*: 96). On reviendra plus bas sur la signification sociale et politique de ce vocabulaire emprunté au courant musical du «coupé/décalé». Précisons simplement ici que les miliciens auprès desquels nous avons enquêté depuis plusieurs années sont eux aussi, dans le contexte officiel de DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion), de plus en plus enclins à suivre cette pente lucrative des stratégies «mercenaires». Les témoignages abondent. S’estimant trahis par un pouvoir qu’ils ont sauvé et qui ne les reconnaît pas, ces miliciens considèrent désormais que leur salut passe par la marchandisation de leur force de mobilisation. Le «général» Zulu Oliverson, de son vrai nom Olivier Thé, chef de la Force de libération patriotique, une milice émanant du GPP, l’exprime ainsi:

«Je te dis que maintenant tant qu’ils veulent de nous ou une action qu’on doit mener pour les soutenir, ça sera du mercenariat parce qu’on les a vus nous dire: “Est-ce-qu’on vous a appelés? Vous êtes des volontaires”. Comme si les volontaires c’est des malfrats! Alors que le volontaire c’est le fils d’honneur, c’est le fils digne qui mérite toutes les récompenses parce qu’il n’était même pas prévu pour ça. C’est pas son rôle, c’est pas son travail, parce qu’il vient sauver par amour pour la patrie. Mais il est au-dessus du civisme! Parce que c’est plus que du civisme de venir... C’est pas ton rôle il y a des gens qui sont en treillis pour ça. On les a vus dans la débandade [...] Ça, c’est les malhonnêtes, on les connaît ceux qui... Le président leur dit: “non récompensez

les chefs là et leurs éléments aussi parce qu'ils ont trop fait pour la République. Le gars, il bloque le sou et puis quand tu le rencontres il est ministre ou il est député, il dit "non ah les gars, vous avez été des volontaires, est-ce qu'on doit vous donner?" Mais je dis "tu penses que le volontaire il mange pas ou bien c'est dans le vertige qu'il doit défendre la patrie?"

(Entretien avec le « général » Zulu Oliverson, Yopougon, Abidjan, février 2010)

De tout ce qui précède, il serait donc aisé de déduire que l'activisme des Jeunes patriotes se résume à l'attitude de ventriotes mercenaires, soumis au double joug de la « manducation » (Bayart 1989) et du patronage politique. Mais cette dernière citation du « général » Zulu Oliverson indique déjà que la mobilisation patriotique et sa marchandisation éventuelle ne peuvent se résumer à une économie politique et symbolique de la rétribution sonnante et trébuchante.

S'émanciper par la mobilisation violente : une économie morale de la dette patriotique

De la même manière que la sociologie du militantisme et celle des conflits ont montré que l'engagement ne pouvait s'expliquer par la seule variable économique (Sawicki et Siméant 2009 ; Marchal et Messiant 2002), nos enquêtes suggèrent que l'on ne peut réduire la mobilisation des Jeunes patriotes à sa dimension « alimentaire ». Certes, la politique du ventre est indissociable du mouvement tel qu'il s'est structuré. Il est aussi avéré que certains chefs de la galaxie ont profité de la lutte pour s'enrichir rapidement. Mais cet argument ne vaut pas forcément pour le commun des militants de la cause patriotique, pour le « parlementaire debout » qui vient, tous les midis, écouter les débats à la Sorbonne du Plateau ou le petit « membre statutaire » d'une agora de quartier qui, lui aussi, a pris des responsabilités localement sans être véritablement payé en retour. Et que dire, enfin, de ces milliers de sympathisants de la cause qui non seulement n'en retirent rien mais, au contraire, payent pour assister aux débats et soutenir les orateurs. Le train de vie fastueux de quelques dirigeants du mouvement ne doit pas masquer la misère relative de leurs troupes comme nous avons pu le constater sur le terrain. Il faut aussi rappeler une chose importante : si les militants de la galaxie patriotique ont appris au fil du temps à monnayer leur influence, ce ne fut pas toujours le cas. Au début de la crise, ils ont dans leur immense majorité rejoint le mouvement sans compensation d'aucune sorte. Le cas des miliciens qui ont formé l'ossature des GPP est à cet égard frappant : ces hommes en armes qui ont « offert leur poitrine pour sauver la République », selon la formule consacrée, n'ont jamais été véritablement rémunérés. Entraînés dans des camps des faubourgs d'Abidjan, encadrés par des « commandants » souvent issus des ghettos, ils étaient tout juste nourris par leur hiérarchie. Nombre

d'entre eux ont ainsi rejoint le GPP pour défendre une cause avec l'espoir que celle-ci, à terme, leur permette d'embrasser la carrière des « corps habillés » (armée, gendarmerie, police, douanes). Comme on le verra plus loin, la rétribution de leur engagement s'inscrivait dans l'horizon d'attente d'une insertion professionnelle, plus marqué par l'espoir d'une rétribution différée que par l'appât immédiat de la « protection/extorsion ».

En fait, pour bien comprendre l'articulation entre les registres normatifs et pragmatiques de cette mobilisation, il faut entrer dans le détail des modalités de l'enrôlement : on voit alors à l'œuvre le poids de la contingence, des relations interpersonnelles, des liens d'amitié, des réseaux de sociabilité de quartier, on y mesure surtout l'influence des expériences militantes antérieures, notamment au sein des syndicats estudiantins. Chacune de ces expériences d'engagement est évidemment unique. Néanmoins, à partir des récits de vie recueillis, nous avons réussi à identifier deux trajectoires typiques parmi les cadres intermédiaires des milices patriotiques. Celle, assez commune, du militant syndical de la Fesci qui, depuis ses années de collège et de lycée, s'est constamment mobilisé pour toutes sortes de luttes, affrontant dans la rue les forces répressives du régime PDCI. Il a rejoint le mouvement patriotique en cohérence avec ses affiliations politiques antérieures, notamment celles qui se sont exprimées en interne lors de la guerre des machettes de 2000. Cette expérience de la violence politique des « années de braise » est fréquemment évoquée par ces Jeunes patriotes comme un moment clé de leur parcours militant. Ce parcours type de l'enrôlement fesciste laisse évidemment place à la contingence des choix individuels qui obéissent, parfois, à des considérations microsociales. Ainsi, par exemple, de ce « général » (Secrétaire général de section [SG]) de la Fesci qui deviendra membre du Bureau national et chef d'une des unités du GPP : activiste de longue date, il se décida à entrer au GPP et à créer son unité milicienne après avoir échoué une première fois à prendre la tête du syndicat dans une cité universitaire. Tabassé par la clique du SG rival, il comprit vite qu'il ne pourrait le destituer qu'à condition de constituer son propre gbonhi. Ce qu'il fit, en conformité avec un idéal de la lutte émancipatrice qui encadrait à la fois sa cause personnelle et celle de la nation. Autre trajectoire typique : celle du chef de gang, du *zigueï* dans le vocabulaire *nouchi* des ghettos, qui a rejoint la mobilisation patriotique après une carrière de loubard. Éliane de Latour a bien montré que cet univers obéissait à des règles strictes et un code de l'honneur propre au milieu criminel (1999). La vogue du coupé/décalé a exemplifié ce style de vie *nouchi* en faisant du « décalement » (art de l'arnaque et du mauvais coup) une véritable philosophie sociale des temps de crise (Kohlagen 2006). On en retrouve des traces importantes dans le parcours de ces chefs miliciens qui, bien avant de s'engager dans le métier des armes, étaient déjà considérés comme des « guerriers » et des « vieux pères » au quartier. Par leur courage physique de « cœurmen », mais aussi par leur maîtrise des

« sciences » (les techniques de survie de la rue), ils avaient réussi à se tailler une réputation de meneurs d'hommes, voire de Robin des bois des faubourgs. Certains d'entre eux, comme Zulu Oliverson précédemment cité, ou son ami Bohui le Caméléon, chef d'une autre faction du GPP et ancien maître de karaté, disposaient déjà d'un gbonhi avant de s'engager. Lorsqu'ils le firent, ce fut la plupart du temps sur la base de ces réseaux de « formation » et de sociabilité antérieurs, convertissant dans les structures de la mobilisation patriotique les sciences de la rue et les hiérarchies sociales afférentes (entre « vieux pères » et « bons petits »)

— tout comme les ex-fascistes y ont converti leur savoir-faire militant et les règles de fonctionnement du syndicat. De fait, on constate empiriquement que les rationalités pratiques de l'engagement individuel, n'en déplaise à Paul Collier et autres, n'obéissent que secondairement au principe de l'incitation matérielle.

En fait, comme toute mobilisation, fût-elle nationaliste, celle des Jeunes patriotes trouve ses ressorts dans les imaginaires sociaux et les réseaux de sociabilité, lesquels ont été profondément affectés par la généralisation de la violence. L'hypothèse que nous avons développée ailleurs (Banégas 2006, 2007) est que le registre anticolonialiste – et son corollaire de la « seconde indépendance » – est d'autant plus mobilisateur qu'il s'articule à trois dimensions sous-jacentes à la grande geste patriotique : une eschatologie religieuse et quasi prophétique de la délivrance ; une occultation de la mémoire nationaliste ; enfin, et surtout, une lutte individuelle et collective pour l'émancipation juvénile qui constitue un puissant levier dans un contexte de bouleversement des rapports intergénérationnels. Ce répertoire procure un registre d'explication du malheur dans le contexte de crise multiforme qui affecte le pays depuis la fin du « miracle ivoirien ». Ici comme ailleurs, l'idiome ultranationaliste constitue une structure narrative com-mode pour interpréter les problèmes qui se posent à la société tout entière et pointer des responsables : les « assaillants », l'ancienne puissance coloniale et ses affidés locaux sont les boucs émissaires faciles d'un désarroi généralisé. L'analyse des discours qui se tiennent dans les agoras montre que l'ennemi y est souvent désigné sous les traits sataniques du malin, du diable et du vampire. On recon-naît évidemment là l'influence des églises pentecôtistes qui connaissent une flambée sans précédent en Côte-d'Ivoire et qui comptent, parmi leurs adeptes, le chef de l'État et la Première dame – dont les discours sont très marqués par cette veine. L'architecture idéologique de la cause patriotique est ainsi faite de bricolages symboliques : pétri du répertoire socialiste révolutionnaire du FPI et des luttes syndicales de la Fesci, l'ultranationalisme ivoirien s'inscrit simultanément dans un imaginaire religieux de la délivrance véhiculé entre autres par les églises de réveil. Dans un pays où le prophétisme a une longue tradition d'intervention dans les affaires publiques (Dozon 1995), les échos sont très puissants entre le registre politique de la « libération nationale » et un idiome religieux de la délivrance qui « mise sur la puissance agressive de l'Esprit et la guerre déclarée aux “forces du Mal” » (Mary 2002 : 92) pour faire advenir la Jérusalem terrestre. On

ne dispose malheureusement pas de données d'enquêtes suffisamment étendues pour mesurer l'importance sociologique de ce facteur dans la mobilisation des Jeunes patriotes. Mais, empiriquement, on peut aisément en constater l'influence sur la construction de leur cause : les pasteurs animent une partie des débats dans les agoras ; les églises inondent les marchés adjacents de leurs brochures aux titres évocateurs ; la formation des orateurs, leurs inclinations personnelles et la structure de leur discours attestent de la prégnance de ce registre religieux. Nombre de témoignages que nous avons pu recueillir indiquent que l'engagement dans le mouvement est vécu comme une voie de salut personnel et collectif, la voix de Dieu résonnant ici avec celle d'un peuple qui s'est soulevé pour résister et refonder la nation¹⁰.

Cette eschatologie politique de la délivrance est d'autant plus opératoire qu'elle s'inscrit dans une longue histoire d'occultation des mobilisations nationalistes qui, sous Houphouët-Boigny, ont été constamment réprimées au profit d'une relation privilégiée avec la France. La violence du discours des Jeunes patriotes correspond à une aliénation ancienne – et sans doute plus prononcée qu'ailleurs – de la société ivoirienne vis-à-vis de l'ex-puissance coloniale qui, jusque dans les années 1990, a maintenu une présence directe à tous les niveaux de l'État et de l'économie. Du coup, les revendications démocratiques qui se sont affirmées contre le régime de Houphouët-Boigny à cette époque visaient aussi – très classiquement – ses soutiens parisiens. Formés sur les bancs du syndicalisme de gauche et de l'Internationale socialiste, modelés au marxisme révolutionnaire, les militants du FPI et de la Fesci ont été à la pointe de cette contestation. Ce sont eux qui aujourd'hui sont devenus les intellectuels organiques de la galaxie patriotique, les courtiers de la cause. Une cause donc qui agrège indissolublement le double registre anticolonialiste et démocratique, mais aussi – c'est moins fréquent – un idiome « autochtoniste » et « nativiste » qui fut l'une des matrices historiques du nationalisme ivoirien (Dozon 1997). Ce ressort historique ne saurait être sous-estimé dans l'explication de la mobilisation patriotique, car il contribue puissamment à façonner la cause et à donner sens à l'expérience individuelle de l'engagement militant.

Enfin et surtout, on ne peut comprendre celle-ci sans la référer à la recomposition conflictuelle des rapports intergénérationnels. Nos enquêtes indiquent en effet que les jeunes qui s'engagent dans le mouvement le font parce qu'ils y trouvent un espace de reconnaissance sociale et une voie d'émancipation politique. À longueur d'entretien, les échos sont manifestes entre, d'un côté, le discours anticolonialiste de la « libération nationale » et, de l'autre, les récits de vie de ces jeunes qui « se cherchent », qui « grouillent » pour se voir reconnaître une place dans une société encore fortement marquée par les rapports de séniorité et les relations de dépendance interpersonnelle. La sociologie de ces mouvements, quoique encore imprécise¹¹, indique en effet qu'ils sont majoritairement composés de jeunes urbains qui ont suivi un cursus scolaire, souvent même universitaire, qui passent de contrats en

contrats mais peinent à trouver un emploi stable. Le discours sur la France et son héritage colonial qu'il faut solder n'est pas que le reflet d'une propagande d'État. Couplé à l'argument nativiste de l'autochtonie, il est aussi et surtout le vecteur pri-vilégié d'une revendication des droits et d'une affirmation de soi qui prend l'allure d'une révolution générationnelle. Pour ces jeunes militants de la cause patriotique, il constitue le registre privilégié d'une autre forme de lutte d'émancipation

– sociale, économique, familiale et politique tout à la fois – qui à l'échelle micro-sociologique vise à se défaire des pesanteurs de la « dette communautaire » (Marie 1997), à s'affranchir des tutelles et affirmer sa « place dans le monde » (Ferguson 2006). En bref, il est le support d'un processus de subjectivation sociale et poli-tique qui s'opère dans et par la violence de l'action de rue.

On ne peut guère distinguer ici ce qui relèverait de l'ordre du discours de celui des pratiques de l'activisme patriotique. Pour saisir le pouvoir mobilisateur de la grande geste nationaliste, il faut se déprendre d'une approche exclusive-ment idéologique et la saisir en acte dans la quotidienneté et la sociabilité des espaces militants. On observe alors que ces structures, supposées être des instru-ments au service du pouvoir, sont aussi un lieu où se forgent des expériences, s'apprennent des techniques (notamment de l'art oratoire ou, pour les miliciens, du métier des armes) et se manifeste concrètement le pouvoir de la rue, l'influence du gbonhi. Pour ces jeunes militants, souvent déclassés socialement malgré leur cursus scolaire, les organisations patriotiques sont un lieu d'affirma-tion personnelle et collective, un espace de reconnaissance sociale où se construi-sent des réputations, où l'on peut notamment acquérir une stature de « garçon » (celui qui est vaillant et courageux). Les agoras constituent de facto des espaces d'encadrement et de socialisation collective dans une société déstructurée par la violence et les années de crise, où l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social. C'est un facteur important qui permet de comprendre un peu mieux l'engoue-ment que ces structures ont pu susciter. Mais les considérer seulement sous cet angle de protection contre la précarité serait également réducteur : les institu-tions sociales du patriotisme sont aussi le lieu où la jeunesse se construit en tant que catégorie politique à part entière, où les jeunes militants s'imposent en tant qu'acteurs de poids sur la scène publique, fût-ce en bouleversant les codes et les hiérarchies sociales en vigueur. Ces instances constituent en effet une forme de contre-société où des étudiants en échec scolaire pourront être appelés « profes-seurs », où des jeunes chômeurs, voire des petits voyous, deviendront « députés » ou « généraux » – et seront reconnus comme tels par leurs pairs. Un lieu propre (Certeau 1980) qui possède sa langue – le langage patriotique mâtiné de *nouchi* – et ses codes issus notamment de la Fesci et de la culture du ghetto au sein de laquelle les statuts, les identités et les droits de chacun s'affirment dans l'illégalité et la violence du décalage. Mais une sphère qui est aussi en lien très étroit avec le reste de la société, et in fine un lieu où se forgent de nouvelles subjectivi-tés et de nouvelles représentations de l'individu dans la cité. Ce processus de

« subjectivation patriotique » (Banégas 2007) est complexe : étroitement corrélé aux pratiques de la mobilisation, aux héritages militants et au fait de « poser des actes », il s'énonce dans les termes héroïques d'une « résistance » nationale pour la défense de la République mais aussi et surtout d'une revanche des subalternes qui accèderaient ainsi, par leur engagement militant, au cercle étroit des « ayants droit » (Koné 2010) de l'État et de la nation. Dans ce cadre, la contradiction potentielle entre registres pragmatiques et normatifs de la mobilisation n'a plus lieu d'être (Gaxie 2005). À l'instar de la marchandisation du vote qui peut être lue comme une inversion populaire de la relation clientélaire (Banégas 1998), la « stratégie du gbonhi » apparaît ici comme un acte légitime et politique qui exprime à sa façon le nouveau pouvoir des « en-bas-du-bas ». La rétribution dif-férée du militantisme, évoquée plus haut, se mue alors en une dette collective de la nation à l'égard des patriotes, dette dont le remboursement nourrit des espoirs d'insertion professionnelle, d'ascension sociale et de carrière politique.

Rétributions et reconversions militantes : des carrières en radicalité ?

C'est dans le cadre de cette « redevabilité » (*accountability*), élément crucial de l'économie morale de la dette patriotique, qu'il faut selon nous comprendre les processus de conversion/reconversion militante et examiner l'hypothèse de « car-rière en radicalité ». Certains Jeunes patriotes, comme nous l'avons vu plus haut, tentent avec plus ou moins de succès de se poser en professionnels de l'action de rue. Dans le contexte de préparation des échéances électorales, leur « politique du gbonhi » semble d'ailleurs faire école : les partis d'opposition, ayant pris la mesure de leur handicap en matière d'action collective, s'organisent pour créer des struc-tures analogues aux parlements et agoras, baptisées « universités du temps libre », dans lesquelles on retrouve des militants déçus de la cause patriotique. Ils vont même jusqu'à débaucher certains cadres de la galaxie pour qu'ils les aident à prendre ou à tenir la rue. Les orateurs des agoras tentent eux aussi de faire fructi-fier leur savoir-faire militant : rêvant de carrières politiques, ils sont nombreux à s'engager dans les comités de campagne de tel ou tel candidat (principalement du FPI). Les miliciens, quant à eux, ont plus de mal à convertir leurs « sciences » : certains, comme le fondateur du GPP Touré Zeguen ou son compère Jimmy Willis, ont acquis un statut enviable au contact des hautes sphères du pouvoir ; quelques cadres intermédiaires ont aussi réussi à se faire embaucher dans une mairie ou dans la police. Mais dans leur très grande majorité, les miliciens, qui rêvaient de devenir des « corps habillés », parviennent très difficilement à convertir leurs ressources militantes d'hommes en armes dans la société « post-conflit » (Banégas 2010). Ils sont, très clairement, les oubliés de la « réconciliation natio-nale » qui s'opère depuis les accords de Ouagadougou, et en conçoivent une

immense frustration. Quelques-uns parviennent à se faire recruter dans des sociétés de sécurité privée en pleine expansion, d'autres encadrent des manifestations et des événements privés, mais globalement ils vivent dans une misère faite d'expédients et de rapines. Les seuls qui ont réussi à capitaliser sur leur expérience du métier des armes sont ceux qui, en sus de celle-ci, avaient auparavant acquis d'autres compétences et d'autres relations notamment par l'entremise de la Fesci.

La « conversion de la dette patriotique » ne se fait donc pas au même taux selon les trajectoires. En particulier, le conflit a contribué à renforcer l'influence des patriotes issus du syndicalisme étudiant dans tous les domaines de la vie publique. S'appuyant sur leurs anciens réseaux de solidarité étudiante et les relations de patronage forgées au sein de la galaxie, les ex-militants de la Fesci considèrent que l'heure est aujourd'hui arrivée de prendre le pouvoir et de l'exercer directement ou indirectement par un entrisme systématique dans la vie politique, dans les administrations et les entreprises d'État. Cette révolution générationnelle, menée par les fescistes, est difficile à mesurer précisément. Mais elle s'observe à plusieurs échelles. Au plus haut niveau de l'État d'abord où les frères ennemis de la guerre, Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, les deux anciens leaders étudiants, se sont réconciliés et jouent, semble-t-il, désormais la même partition en plaçant leurs « bons petits ». Aux niveaux inférieurs, on constate un autre phénomène de prise d'influence, autrement plus important à terme : l'entrisme des Jeunes patriotes fescistes au sein de la fonction publique et des secteurs clés de l'économie. La tendance était déjà sensible avant 2002, mais le conflit l'a considérablement renforcée. En contrepartie de leur mobilisation en soutien au régime, les militants de la galaxie patriotique, souvent proches de Blé Goudé, ont négocié des faveurs, notamment en matière d'accès aux emplois publics et aux concours administratifs. Il est de notoriété publique que ces militants disposent de quotas au concours d'entrée de l'École normale supérieure¹², et le constat est similaire pour deux autres écoles cruciales pour la formation des élites du pays : l'École nationale d'administration et l'École nationale de la magistrature. Les pourcentages de fescistes au sein des promotions de ces deux établissements de prestige sont certes moins importants, mais leur proportion n'est pas négligeable comme l'indiquent les enquêtes que nous avons menées avec Alain Toh, Souleymane Kouyate et Gnangadjomon Koné (Banégas et Akindes 2008). Cette présence de plus en plus affirmée au sein des écoles où se forment les futures élites de la nation n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte bel et bien d'une stratégie de « professionnels » du militantisme radical qui voient dans la haute fonction publique le lieu de leur accomplissement social, économique et politique. Il serait sans doute abusif de parler d'un projet collectif et cohérent de prise de pouvoir de la Fesci. Il s'agit sans doute beaucoup plus de la somme de stratégies individuelles guidées par des trajectoires de formation et des imaginaires de la réussite sociale tournés vers les hauts postes de la fonction publique. Mais le résultat est le même : soutenus par un régime qui leur doit en

partie sa survie, les fescistes et autres jeunes patriotes sont recrutés dans les grandes écoles, et une fois diplômés accèdent aux cabinets ministériels, aux administrations centrales, aux structures déconcentrées ou à des fonctions clés du contrôle de l'économie de rente. Nos enquêtes nous ont permis d'identifier une multitude de trajectoires de ce type.

Prenons juste l'exemple idéal-typique de Kakou Brou, dit le « maréchal KB », qui illustre à lui seul le devenir de ces carrières fondées sur la mobilisation vio-lente. Âgé d'une quarantaine d'années, KB a eu un parcours scolaire et universi-taire heurté : après son bac, il entre en 1993 à l'Institut national supérieur de l'enseignement technique de Yamoussoukro mais en est exclu la même année. En 1994, il s'inscrit à la faculté des sciences économiques, où il obtient une maî-trise en 2000. Cette période correspond à la crise des machettes sur les campus : les examens se tenaient alors sous la haute surveillance de sa garde rapprochée. En 2003, il obtient son DEA (diplôme d'études approfondies) puis s'inscrit en thèse de gestion. Dès 1997, KB s'était mis à la disposition de la Fesci pour la sécurité de Guillaume Soro, alors secrétaire national. Sous Blé Goudé, il prendra la tête de la cellule de sécurité du syndicat dénommée le « blindé », fonction qu'il conservera sous les mandats de Jean-Yves Dibopieu, Serge Kuyo et Serge Koffi. Il n'a jamais fait partie du bureau national de la Fesci mais c'est un « faiseur de rois » en raison de son influence dans le domaine de la sécurité. KB fut le chef de la sécurité des partisans de Blé Goudé lors de la guerre des machettes pendant la transition en 2000 et a conservé, depuis lors, une aura faite de crainte et de res-pect. À force de racket et d'investissements, il s'est taillé un petit empire person-nel sur les campus et dans les cités universitaires. À la tête du « blindé », c'est à lui que l'on confiait les missions délicates et secrètes. Il a, de fait, été accusé d'avoir participé aux escadrons de la mort au début de la crise militaro-politique. Parrain de la Conareci, il est très proche de Damana Pickass et du président du FPI, Affi N'Guessan. Un conflit avec Blé Goudé à propos de la gestion de la galaxie patriotique ne l'a pas empêché d'accéder au cycle supérieur des Affaires maritimes de l'École nationale d'administration en janvier 2006, avec l'appui du FPI et de Damana Pickass. Fin 2007, classé major de sa promotion et ayant manifesté son intérêt pour les installations portuaires et aéroportuaires, il a été nommé commandant des Affaires maritimes au port autonome d'Abidjan.

On pourrait prendre d'autres exemples de ce type qui suggèrent la mise en place d'un véritable modèle patriotique de promotion sociale, en faveur notam-ment des ex-militants de la Fesci. Damana Pickass, le chef de la Conareci, illustre à sa façon ce mode d'ascension puisqu'en plus de ses fonctions de conseiller politique d'Affi N'Guessan, il occupe un haut poste au ministère de l'Intérieur. Fait notable : ce modèle d'intégration des fescistes dans la fonction publique est aussi à l'œuvre chez les « corps habillés » : dans la police, la gendar-merie, à la douane où l'on place les moins gradés du syndicat. Le phénomène est donc important ; il est susceptible de reconfigurer en partie le profil sociologique

de l'administration ivoirienne avec l'affirmation en son sein d'agents très politi-sés, formés à la lutte syndicale et à la mobilisation des hommes. Des agents qui, en outre, obéissent beaucoup plus aux réseaux et hiérarchies interpersonnelles établies dans l'espace militant qu'aux organigrammes officiels de l'État. On constate déjà ces phénomènes dans les services où les fescistes sont très présents. Le témoignage qui suit donne une illustration de l'état d'esprit qui les anime quand, après leur carrière militante, ils entrent dans le monde du travail :

«Vous savez quand on finit à la Fesci, on se dit apte à tout faire. On se dit qu'on est un "produit fini". [...] Moi-même je vais te donner mon exemple particulier: je conçois mal d'aller faire le rang comme les citoyens ordinaires quand je vais à la banque ou à la Sodeci-cie [Société de distribution d'eau de Côte-d'Ivoire-Compagnie ivoirienne d'électricité] payer une facture d'eau. Parce que j'estime que j'ai déjà dirigé plus de mille étudiants; j'ai fait des meetings devant des milliers d'étudiants; tous ces gens, tous ces intellectuels s'inclinaient pour me saluer: "Bonjour général, bonsoir général". Du coup je ne peux pas concevoir qu'on me dise de faire rang derrière des civils, moi ancien général. [...] Mon statut de général m'a mis sur un piédestal. Et je ne dois plus trop descendre de ce piédestal. Les gens mêmes nous regardent comme ça»

*(J. P. A., Jeune patriote, ex-fesciste.
Entretien, Abidjan, 21 février 2008).*

Un autre militant patriotique, ex-membre de la Fesci, surenchérit :

« Tu sais quand tu dis à quelqu'un que je vais te faire recruter à la police et faire en sorte que tu sois à tel ou tel poste, ça veut dire que si ce "petit" devient effective-ment policier, il doit désormais obéir à tes ordres. Et là, Ahipi que tu vois assis devant toi est un exemple patent. C'est Blé Goudé qui l'a fait recruter à la police. Mais quand on l'a envoyé en formation à Zambakro, il a eu à gifler son formateur parce qu'il estimait que le monsieur abusait. Mais en faisant cela il savait que son derrière est soudé et que "ça va pas aller quelque part". S'il ne pensait pas à Blé der-rière, est-ce que tu penses qu'il allait gifler son formateur? Est-ce qu'un simple civil peut faire ça? Donc actuellement, les actes sont posés sur la base de l'influence du parrain qui est derrière toi [...] . Ils profitent de leur derrière soudé ou de leur par-rain pour faire n'importe quoi »

*(L. C. F., Jeune patriote, ex-fesciste.
Entretien, Abidjan, 21 février 2008).*

* *
*

Qu'ils aient leur « derrière soudé » par un parrain ou pas, on constate effecti-vement que les Jeunes patriotes issus de la Fesci, forts de leur capacité de mobili-sation, adoptent fréquemment ce genre d'attitude dans les postes qu'ils occupent aujourd'hui au sein de l'administration, de la police, à la douane ou ailleurs. Ayant vécu une partie de leur jeunesse selon des règles et des hiérarchies propres à leur organisation martiale, ils ont aujourd'hui du mal à se considérer comme

des citoyens ordinaires, à laisser la place à des « civils », eux qui ont été « généraux » à la « cité rouge » de Cocody ou à celle de Port Bouët. Dans le contexte actuel de sortie de crise, ils ont également le sentiment que le régime leur doit son salut et que la République doit les rétribuer en conséquence en les intégrant dans la fonction publique, selon la logique de rétribution différée de la dette patriotique. Et il en est de même pour les autres militants de la galaxie patriotique. Le fait qu'un des leurs, Guillaume Soro – eut-il pourtant pris les armes contre l'État – ait été nommé Premier ministre est, pour eux, un signe que leur temps est venu, que l'heure est arrivée d'accéder au pouvoir. Dans le creuset des accords de paix, on voit ainsi s'affirmer sur le devant de la scène, ou plutôt dans ses coulisses, des générations de militants qui font désormais carrière en fonction de leurs capacités de mobilisation collective. Ces « carrières en radicalité », issues de la violence des temps de guerre et du militantisme étudiant, dessinent-elles les contours d'un nouvel imaginaire du pouvoir et de la réussite sociale, structuré par le maniement du verbe, des armes et des « sciences » de la rue ? Il est trop tôt pour en juger. Mais l'empressement des Jeunes patriotes à embrasser les carrières de la fonction publique, des « corps habillés » ou de la vie partisane semblent indiquer toutefois que les anciens modèles d'ascension sociale conservent leur prégnance, fût-ce dans le décalage d'un État qui, sous la pression de la « politique du gbonhi », tend de plus en plus à s'informaliser.

Ouvrages cités

ARNAULT, Karel. 2008. « Marching the Nation. An Essay on the Mobility of Belonging among Militant Youngsters in Côte-d'Ivoire », *Afrika Focus*, vol. 21, n° 2 : 89-105.

ATCHOUA, Julien. 2008. « Discours politique et dynamiques de communication dans les espaces publics ivoiriens.

L'exemple des « agoras et parlements » et des « grins » des quartiers populaires d'Abidjan », thèse de communication, Université de Cocody, Abidjan.

BAHI, Aghi. 2003. « La Sorbonne d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue africaine de sociologie*, vol. 7, n° 1 : 52-72.

BANÉGAS, Richard. 1998. « Marchandisation du vote, citoyenneté

et consolidation démocratique au Bénin », *Politique africaine*, n° 69 : 75-88.— 2006. « Côte-d'Ivoire : Patriotism, Ethnonationalism and Other Modes of Self-writing », *African Affairs*, vol. 105, n° 421 : 535-552.

— 2007. « Côte-d'Ivoire : les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Les Études du CERI*, n° 137.— 2010. « Génération "guerriers" ? Violence et subjectivation politique des jeunes miliciens en Côte-d'Ivoire », in Nathalie Duclos (éd.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*. Paris, Karthala (Recherches Internationales) : 359-398. — et Jean-Pierre WARNIER (éd.). 2001. *Politique africaine*, n° 82, « Figures de la réussite et imaginaires politiques ».

- BANÉGAS**, Richard et Francis **AKINDES**. 2008. *Patientez-vous la guerre va finir*. Paris, Étude pour l'Agence française de développement.
- BAYART**, Jean-François. 1989. *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris, Fayard (L'Espace du politique).
- BERDAL**, Mats et David **MALONE** (éd.). 2000. *Greed and Grievances. Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder, Lynne Rienner.
- BLÉ GOUDÉ**, Charles. 2006. *Ma part de vérité*. Abidjan, Frat-Mat Éditions.
- CERTEAU (DE)**, Michel. 1980. *L'invention du quotidien*. Paris, Union générale d'édition (10-18).
- COLLIER**, Paul. 2001. *Economic Causes of Civic Conflicts and Their Implications for Policy*. Washington, World Bank.
- DOZON**, Jean-Pierre. 1995. *La cause des prophètes. Politique et religion en Afrique contemporaine*. Paris, Seuil (La librairie du xx^e siècle).
— 1997. « L'allochtonne et l'étranger en Côte-d'Ivoire », in Bernard Contamin et Harris Memel-Fotê (éd.), *Le modèle ivoirien en question. Crises, ajustements, recompositions*. Paris, Karthala (Hommes et sociétés) : 786-787.
- FERGUSON**, James. 2006. *Global Shadows. Africa in the Neoliberal World Order*. Durham (NC), Duke University Press.
- GAÏTI**, Brigitte et Annie **COLLOVALD** (éd.). 2006. *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*. Paris, La Dispute (Pratiques politiques).
- GAXIE**, Daniel. 1977. « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1 : 5-45. — 2005. « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Swiss Political Science Review*, vol. 11, n° 1 : 157-188.
- GAYER**, Laurent. 2009. « Le parcours du combattant. Une approche biographique des militant(e)s sikh(e)s du Khalistan », *Questions de recherche*, n° 28.
- HUMAN RIGHTS WATCH**. 2008. « La meilleure école ». *La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte-d'Ivoire*. New York, HRW.
- KOHLHAGEN**, Dominik. 2006. « Frime, escroquerie et cosmopolitisme. Le succès du "coupé-décalé" en Afrique et ailleurs », *Politique africaine*, n° 100 : 92-105.
- KONATE**, Yacouba. 2003. « Les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriotes », *Politique africaine*, n° 89 : 49-70.
- KONÉ**, Gnangadjomon. 2007. « Comprendre l'émergence du mouvement des "Jeunes patriotes" à travers l'engagement de ses leaders », Oxford, Crise Working Paper, avril. — 2010. « Sociogenèse et dynamique du mouvement "jeune patriote" en Côte-d'Ivoire », thèse de sociologie, Université de Bouaké.
- LATOUR (DE)**, Éliane. 1999. « Les ghettomen. Les gangs de rue à Abidjan et San Pedro », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129 : 68-83.
- LOSCH**, Bruno (éd.). 2000. *Politique africaine*, n° 78, « Côte-d'Ivoire, la tentation ethnonationaliste ».
- MARCHAL**, Roland et Christine **MESSIANT**. 2002. « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16 : 58-68.
- MARIE**, Alain (éd.). 1997. *L'Afrique des individus*. Paris, Karthala.
- MARSHALL-FRATANI**, Ruth. 2006. « The War of "Who Is Who": Autochthony, Nationalism, and Citizenship in the Ivoirian Crisis ? », *African Studies Review*, vol. 49, n° 2 : 9-43
- MARY**, André. 2002. « Prophètes pasteurs. La politique de la délivrance en Côte-d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 87 : 69-94.
- PROTEAU**, Laurence. 2002. *Passions scolaires en Côte-d'Ivoire. École, État et société*. Paris, Karthala (Hommes et sociétés).
- SAWICKI**, Frédéric et Johanna **SIMÉANT**. 2009. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1 : 97-125.

Notes

1. Entretien, février 2010. Les données utilisées dans cet article sont le fruit d'enquêtes menées depuis 2002 auprès des militants et miliciens patriotiques d'Abidjan. Je ne remercierai jamais assez Alain Toh et Souleymane Kouyate, de l'Université de Cocody, de m'avoir introduit dans ce milieu difficile d'accès. Les échanges et enquêtes collectives avec Francis Akindes et Gnangadjomon Koné (Université de Bouaké) furent également précieux.

2. Fédération estudiantine et scolaire de Côte-d'Ivoire. Ce syndicat fut créé en 1990 durant la vague des revendications démocratiques et devint l'un des principaux artisans de la contestation politique. La Fesci a ensuite étendu son emprise sur les campus jusqu'à devenir hégémonique et mettre en coupe réglée les cités universitaires (Human Rights Watch 2008).

3. Nous ne reviendrons pas ici sur les débats suscités par cette notion d'«économie morale». Voir la synthèse de Johanna Siméant dans ce même numéro.

4. Elle s'est aussi divisée en deux ailes concurrentes (la «Sorbonne nationale» et la «Sorbonne solidarité») qui se partagent l'espace de mobilisation et les activités commerciales qui s'y déploient.

5. Notons que les milices comme le GPP sont aussi organisées en compagnies qui quadrillent les différentes communes de la ville d'Abidjan.

6. Directeur général d'administration ou de société d'État, tel celui du port autonome d'Abidjan ou celui de la Société ivoirienne de raffinage, considérés comme d'importants financiers de la galaxie.

7. Il n'est pas facile d'obtenir des informations sur ces pratiques qui se déploient dans le secret des cercles militants. Les informations que j'ai pu recueillir sur le sujet restent fragmentaires. Le paragraphe qui suit s'appuie donc en partie sur le patient travail d'investigation que G. Koné (2010) a bien voulu partager avec moi. Je l'en remercie.

8. G. Koné (2010) prend le cas de petits transitaires qui ne parvenaient pas à obtenir leur agré-

ment de l'administration et ont eu recours aux Jeunes patriotes pour faire pression sur celle-ci.

9. *L'atalaku* est une forme de louange publique née dans les boîtes de nuit congolaises consistant, au milieu d'un concert, à faire du *name dropping* au profit d'un homme riche ou influent qui, ensuite, manifeste sa prodigalité en distribuant à l'assistance des liasses de billets. Cette technique a été adoptée par la plupart des groupes musicaux de zouglou et surtout de coupé/décalé.

10. Il n'est pas anodin, à cet égard, que le programme de gouvernement du FPI s'intitule la Refondation. Les dirigeants du parti et ses zélotes ont ainsi été baptisés les «Refondateurs».

11. On ne dispose malheureusement pas de données d'enquête quantitative de vaste ampleur sur le mouvement. Les seules investigations de ce type ont été menées par J. Atchoua et G. Koné dans leurs thèses respectives (Atchoua 2008 ; Koné 2010), mais elles restent partielles. On trouve aussi quelques indications sociodémographiques sur les miliciens de l'Ouest dans les enquêtes de Magali Chelphi-den Hammer («Why We Fight? Perspective of Young Combatants in Western Côte-d'Ivoire», communication à l'atelier des 17-18 mars 2009, «Mobilisation for Political Violence. What Do We Know?», Oxford, Center for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity). Nos propres enquêtes qualitatives menées auprès de plusieurs dizaines de patriotes à Abidjan confirment les tendances chiffrées par nos collègues.

12. Selon des informations recoupées la Fesci aurait obtenu, en 2007-2008, 150 places sur 460 pour le seul concours – très prisé – du cycle des conseillers d'orientation (Certificat d'aptitude aux fonctions de conseillers d'orientation [CAFCO], concours réservé aux titulaires de la licence de toutes les filières d'université). Exemple parmi d'autres: le milicien susmentionné, qui a rejoint le GPP pour s'imposer à la tête d'une section Fesci, a été recruté dans cette filière destinée à orienter l'avenir des élèves.